**FRAGMENTER** **l’URBAIN**

(extraits du document de synthèse)

***Introduction***

L’objectif des séminaires du point de vue de la résistance du Quartier Libre des Lentillères et de la construction d’un rapport de force avec la mairie, est de contribuer au renversement de la logique de justification et d’autorité. Qui est en position de parler d’écologie, d’agriculture urbaine, d’autosuffisance alimentaire, de production de la ville par ses habitants, sinon ceux et celles qui en font l’expérience directe et quotidienne ?

Où nous emmène la confiante affirmation qu’il y a une autre ville dans la ville ? Marx disait à propos de la Commune de Paris que c’était l’autonomie de ses institutions qui rendaient de fait inopérantes le pouvoir.

L’enjeu est de mieux percevoir notre situation et ses potentialités. Quelle est la forme du pouvoir qui nous fait face et qui nous traverse ? Quelles sont les foyers de résistance ? Comment intensifier leurs liens ? Pour cette fois nous avons choisi de nous poser ces questions à partir de la dynamique de « métropolisation » et des contre-territoires qui s’y opposent.

Ce choix s’enracine dans la conviction qu’il est nécessaire de favoriser une mutation (déjà en cours) de l’imaginaire révolutionnaire en lien étroit avec l’espace. Le camp révolutionnaire de notre époque, aussi multiple et discontinu qu’il soit, doit s’envisager davantage comme une force géographique que comme une force historique.

Pourquoi conférer une importance renouvelée à l’espace ?

1) on constate un épuisement de l’imaginaire historique qui affecte les deux pôles antagonistes du capitalisme. Du côté hégémonique, le mythe d’un temps linéaire orienté par la flèche du progrès et le solutionnisme technologique ont du plomb dans l’aile quand ils n’apparaissent pas comme carrément suicidaire (même s’ils sont en permanence réactivés). Du côté de la multitude, l’espoir d’un renversement global du cours de l’histoire par un quelconque sujet révolutionnaire semble relégué au passé.

2) Le pouvoir se révèle toujours plus comme étant un enchevêtrement de mises en forme de l’espace : infrastructures logistiques, réseaux, aménagement, gestion des flux, orientation des comportements à distance, mobilités. L’expérience de l’européen moyen n’est-elle pas avant tout déterminée par une mise en forme économique et sécuritaire de son rapport à l’espace ?

3) La crise écologique peut être interprétée comme la crise de l’extériorité à l’espace de la civilisation occidentale. La Terre a été utilisée comme un réservoir de ressources exploitables et habitée comme une surface stratégique, au mépris des puissances et des équilibres propres au terrestre. Les humains (occidentaux) se sont mis à vivre dans une forme de séparation avec leur milieu de vie, d’où l’actuelle « collision des Humains avec la Terre » pour reprendre l’expression de Viveiros de Castro et Danowski.

4) Imaginer un nouvel horizon révolutionnaire exige donc d’abandonner le mode de récit de la lutte des classes (les lendemains qui chantent) et de fragmenter le monde totalisant de l’économie, en situant des expériences, en retrouvant des manières de vivre liées à des milieux spécifiques, en recréant des mondes singuliers. Il nous faut avoir une pleine confiance dans la constitution d’une géographie fragmentaire. Les grandes ruptures adviendront sur la base de cette multiplicité.

Il faut excéder le simple éloge du retour au local, déjà parfaitement intégré dans les circuits économiques. Situer des expériences, cela veut dire réinventer une manière d’être au monde, réinventer une éthique. Quelle est notre géographie (territoires, liens, circulations) ? Quels types de liens entretenons-nous avec ce qui y existe (d’humain et de non-humain) ?

De façon générale, dans notre rapport à l’économie, aux institutions, à l’espace, il parait nécessaire de déployer nos tentatives selon deux modalités. Viser un en-dehors, agir à partir d’une forme d’extériorité. Pratiquer un antagonisme stratégique, être au contact, en lutte.

\*\*\*

**Seconde séance : faire sécession avec la ville durable, vers un front anti-métropolitain ?**

Alors que nous héritons d’une imaginaire de la cité comme lieu par excellence du conflit et de l’émancipation politiques, on est en droit de douter actuellement qu’aucune métropole ne puisse être le foyer d’un nouveau mouvement d’émancipation.

Qu’est-ce que la métropole ? Qu’est-ce qui s’y oppose ? Quel est le commun de cette opposition ?

**1) organisation métropolitaine**

**a) métropoles et capitalisme**

En 2014 une double réforme territoriale crée parallèlement le statut de métropole et les méga-régions. Cette mutation entérine le processus néo-libéral en cours depuis les années 70. Le projet : faire des villes les lieux de l’accumulation capitaliste. Comme Saskia-Sassen l’a mis en évidence à travers la notion de  « villes-mondes », certains pôles urbains pèsent désormais plus que les états dans l’économie globalisée. La multiplication de l’usage de la catégorie de« Métropole » révèle le poids des territoires urbains dans cette économie. Le rôle des villes est celui de réencastrer le capitalisme dans les territoires afin de le « réarmer ».

**b) accélération et réenchantement de l’Histoire**

La surmodernité urbaine est un projet qui repose sur une accélération multiple et généralisée (mobilité, communication, travail/loisirs, etc.)

Il est nécessaire de nous faire aimer ce phénomène globalisé, d’où la logorrhée communicationnelle dont s’accompagne la métropolisation. L’accélération et la fluidification peuvent être des arguments promotionnels en soi, auxquels s’associent l’éloge de la ville numérique, de la ville festive, de la ville bricolée, etc. Le développement durable est particulièrement utilisé afin de provoquer le sentiment qu’il faut suivre la marche pour être dans le coup.

Le second rôle des villes, après celui d’être les nouveaux pôles de production de valeurs, est de produire l’adhésion à ce réenchantement du sens de l’Histoire, à la fois accélérationniste et éco-responsable.

A cet égard, il est nécessaire de percevoir la métropole non pas comme une chape qui nous surplombe mais comme une gouvernementalité qui nous traverse. En quoi sommes-nous des agents de l’attractivité métropolitaine ?

**c) biopouvoir**

L’écologie est devenue le socle d’un nouveau biopouvoir, c’est-à-dire d’un pouvoir qui discipline les corps en même temps qu’il se soucie de maximiser statistiquement la vie des « populations ». Nous sommes environnés d’injonction à conformer nos attitudes. Il s’agit de nous mettre tous à l’unisson. Habiter un éco-quartier par exemple exige d’avoir la bonne écologie existentielle (alimentation, énergie, mobilité, ethos participatif).

*Sur ce point, ont été évoqué deux points intéressants au cours des autres discussions : 1) le constat selon lequel la « convivialité » invoquée par les dispositifs urbanistiques se réduisaient probablement à une pratique de la surveillance généralisée (afin que personne ne nuise à l’environnement faussement partagé). 2) que l’éco-quartier comme utopie sociale s’était trouvé réduit, sous le poids de logiques économiques, au problème technique et mesurable de diminution d’émission de gaz à effet de serre.*

**2) qu’est-ce qui s’oppose à la métropolisation ?**

**a) refus des corps**

Il faut constater une évolution des rapports au politique.

Ce qui résiste aujourd’hui, ce sont d’abord les corps en souffrance. Il se joue quelque chose au niveau des sensations, des émotions. Une grande lassitude est générée en réaction aux mouvements incessants et aux impératifs de rendement auxquels on soumet les corps. Diverses études (concernant le travail ou la vie quotidienne) semblent attester d’un désir diffus de ralentissement. « Ralentir » serait un des premières attentes collectives (enquête de l’Insee ?). D’où toute l’importance des problèmes de mobilité.

Les corps résistent de fait à l’accélération.

**b) nouvelle culture politique à partir de l’exode urbain**

Une nouvelle culture politique serait en émergence à partir de cet autre rapport au corps, à sa prise en compte, lié à l’exigence du ralentissement.

A ce refus des corps s’associe de nouveaux imaginaires (refuge, ancrage dans un lieu) qui s’opposent à l’accélération. Cette association dessine ce qui serait un « exode urbain », un déplacement vers des formes périphériques, échappant aux catégories statistiques inadaptés pour le percevoir.

Cet exode donnerait lieu à des formes de résistance discrètes, moins obsédée par la nécessité d’en découdre avec le pouvoir ou alors à partir d’un ailleurs. Paysage micropolitique où les affects reconstruisent des modes de subjectivation dissensuels du monde. Multiplicité d’initiatives faisant face au danger de captation par l’innovation.

Les caractéristiques de base sont donc : 1) la dissémination, l’éparpillement (pas de mouvement unique), 2) la révolution du sujet en politique : les sujets sont autonomes mais attachés, réflexifs mais acteurs, affranchis mais engagés.

**3) Quel commun traverse cette multiplicité en désertion?**

**a) rapport au vivant**

Le commun fondamental est le rapport au vivant. Cette nouvelle éthique qui prend acte de la dissolution de la séparation entre nature et culture témoigne de la nouveauté du mouvement actuel : il ne s’agit par simplement d’un retour à la Terre (néo-ruralité) mais d’un retour sur Terre (envisageant à nouveau frais la place de l’humain dans la pluralité, l’hétérogénéité du vivant).

**b) la triade**

Ensuite, trois communs directement liés à des pratiques se dessinent.

1) habiter : ménagement, prendre soin de ce qui est proche. Contre la séparation et la dépossession métropolitaine : être acteur de son environnement. L’habiter s’éprouve comme une désaffiliation du politique citadin.

2) coopérer : partage des savoirs de la convivialité, développer des formes d’ingéniosité, de curiosité.

3) autogérer : l’autogestion de subsistance comme de gouvernance est pensée comme une transformation du rapport à l’autre.

**c) espace**

Cette révolution microbienne s’exprime dans la langue du lieu, de l’espace, du territoire. Il y a une densité spatiale de cette biopolitique de l’émancipation.

L’importance du mouvement des occupations de places au cours des dernières années, témoignent-elles de la diffusion d’une culture antagonique du lieu au sein des métropoles ?

**4) inventer des politiques qui ne seraient plus urbanophiles**

Les nouvelles formes de vie anti-métropolitaines en associant souci de soi et ménagement de leurs lieux d’ancrage, vise une transformation du monde. On peut donc parler dans leur cas d’écologie existentielle.

Nous vivons une « ère sécessionniste » point de départ d’une grande transhumance qui affronte à nouveau frais la contingence de la vie.

Il y a nécessité pour notre camp de se réarmer à partir d’une extériorité à la gouvernementalité biopolitique. Il faut s'atteler à défaire l’œuvre historique de la ville qui a consisté notamment à effectuer une séparation entre nature et culture, devenue aujourd’hui intenable.

Dans la fabrique du territoire, toute tentative de marier les contraires (ville et campagne) doit nous rendre suspicieux. Ne trahit-elle pas une conception urbanophilique du politique ? Une conception qui unicise le rapport au politique, unicité avec laquelle il faut en finir. (La contamination de la figure du « citoyen », comme vigile d’un contrat social urbanocentré, est à interroger de ce point de vue). Comment retrouver une pluralité de rapport au politique ? La culture du politique est à repenser à partir de ce retour sur Terre qui s’impose à nous.

*La discussion succédant à la présentation s’est organisée autour du problème que pose l’affirmation selon laquelle ce nouveau mouvement d’émancipation se situerait nécessairement en dehors de la métropole. En quel sens cet en-dehors peut-il être entendu alors que nous avions la veille défini la métropole non selon une limite géographique mais selon une limite qualitative ? Qu’est-ce que l’en dehors s’il existe autant de formes de gestion métropolitaines qui s’appliquent aussi à l’arrière-ville (agriculture, parcs, etc.) ?*

*Le périphérique n’est-il pas partout comme un bord interne ?*

*Visiblement une tension subsiste autour de la césure entre l’urbain et le non-urbain, césure qui est à la fois de plus en plus difficile à définir, mais qui continue de produire des effets.*

*Fuir les métropoles pour prendre de la place à partir de zone moins urbanisé, est-ce une nécessité stratégique ou existentielle ?*

*A l’intérieur comme à l’extérieur des villes la sécession n’a d’avenir que si elle est approfondissement et affirmation de positivités d’existence.*

*Quel changement dans nos modes de savoir et de perception appelle ce retour sur Terre ?*

*\*\*\**

**Conclusion : quelques pistes en vue de la levée d’un front anti-métropolitain**

Si notre tâche est moins à envisager dans sa dimension historique que dans sa dimension géographique, c’est à la construction et à la perception de contre-territoires qu’il faut s’employer de l’autre côté de la limite qualitative qui emporte tout chose dans la métropolisation.

Quelles expériences existent déjà ? quels outils communs devons-nous construire ?

**1) Enquêtes**

Une connaissance adéquate des phénomènes de métropolisation (de mise en forme du territoire au sens large) est chargée de potentialités. A l’échelle de Dijon, tout dispositif mis en place par la ville peut être l’occasion d’une riposte concrète. Il est nécessaire de ruiner les opérations de marketing et l’imaginaire de la métropole douce et efficace, et d’affirmer notre propre éthique en vis-à-vis. Mais une bonne connaissance de la métropole offre aussi des terrains de lutte matériels. A propos du foncier, il y a une bataille à mener et des contre-propositions à faire autour de l’auto-suffisance alimentaire.

En général, qu’a-t-on besoin de savoir ? comment se donner les moyens de réunir cette connaissance ?

**2) alliances**

Un contre-territoire sera fait d’alliances disparates. Mais le dispositif TIGA sur l’alimentation (et ses velléités prévisibles d’intégration de toute forme de ruralité alternative) prouve à quel point nous n’avons pas le choix de nous inscrire dans une géographie d’échanges et de solidarités qui nous soit propre, une géographie intime et partisane. Comment se lier ?

**3) Relocalisation/Polycentricité**

Les deux mouvements qu’il faut favoriser correspondent à la réinvention d’une dichotomie ville/campagne. D’un côté il faut se donner les moyens de favoriser une relocalisation en périphéries des villes, un réarmement à partir de lieux qui ont un rapport privilégié avec le terrestre (terre, forêt, etc.) Des problèmes très pratiques tel que l’accès au foncier pourraient faire l’objet d’un travail spécifique. D’un autre côté, il faut travailler à briser la centralisation du pouvoir urbain, et idéalement à provoquer l’émergence d’une polycentricité urbaine (faite de quartiers auto-déterminés). Le quartier des lentillères nous indique une voie possible par la liaison qu’il effectue entre des formes de mise en commun matérielles, l’auto-détermination politique qui s’y esquisse, et la pratique festive et créatrice de la ville dont il est le creuset.

**4) horizon communal**

Ce que nous devons proposer, rendre rejoignable, approfondir pour qu’elle s’affirme d’elle-même c’est une manière de vivre qui lie ensemble des problèmes pragmatiques (telle que l’alimentation) et une éthique, une façon de penser et de vivre nos liens et notre appartenance au monde. Envisagé séparément l’économique, le démocratique, l’écologique, deviennent des problèmes solvables dans le système de production hégémonique.

Dans notre rapport à l’espace, dans notre rapport aux institutions ou encore à l’économie il faut pratiquer une double attitude qui vise avec confiance une sortie intégrale tout en frayant la voie à ce dehors par l’antagonisme.

Il parait essentiel de prolonger le travail entamé au cours de ce séminaire, pour partie dans le sens de la diffusion de la perception d’une géographie parallèle à la métropole, pour partie dans une direction plus pragmatique. Effectuer un état des lieux des besoins et des possibilités que nous avons pour accroitre notre autonomie. Comprendre à quels niveaux nous devons agir. On rejoint de cette manière la proposition de Bruno Latour formulée à la fin de son livre *Où atterir ?* Face à la nécessité d’abandonner le vecteur de modernisation pour intégrer dans notre politique la résurgence du « Terrestre » comme acteur déterminant, il propose, à la manière des cahiers de doléance de 1789, de rouvrir un épisode de « reprise par la base » consistant en une « description des terrains de vie » : de qui dépend un terrestre pour sa survie, quels sont les autres terrestres qui se trouvent sous sa dépendance ?

La divergence avec Latour se situant au niveau de son allégeance renouvelée aux institutions. Pour nous il ne s’agit pas tellement de formuler des doléances que des pistes concrètes qu’il s’agira de mettre nous-mêmes en pratique.

\*\*\*